



Le prisonnier dit non à Big Brother

Par [John Pilger](#)

Mondialisation.ca, 08 mars 2019

johnpilger.com 4 mars 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Discours prononcé lors d'un rassemblement à Sydney pour Julian Assange, organisé par le Socialist Equality Party.

Chaque fois que je rends visite à Julian Assange, nous nous rencontrons dans une pièce qu'il connaît trop bien. Il y a une table nue et des photos de l'Équateur sur les murs. Il y a une bibliothèque où les livres ne changent jamais. Les rideaux sont toujours tirés et il n'y a pas de lumière naturelle. L'air est calme et fétide.

C'est la chambre 101.

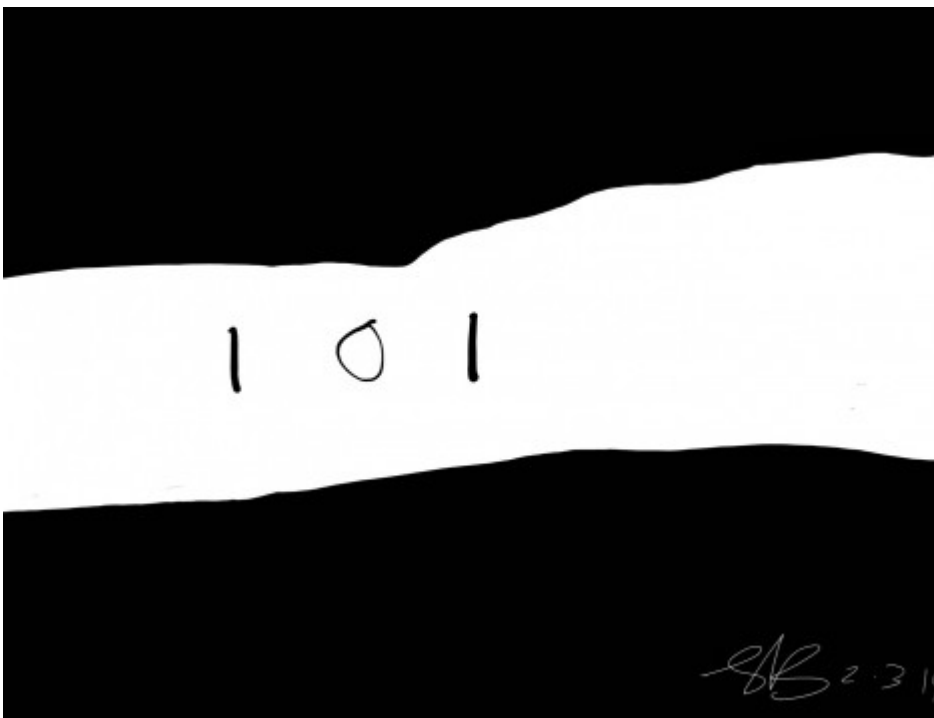


Image © George Burchett 2019

Avant d'entrer dans la chambre 101, je dois rendre mon passeport et mon téléphone. Mes poches et mes biens sont examinés. La nourriture que j'apporte est inspectée.

L'homme qui garde la chambre 101 est assis dans ce qui ressemble à une cabine téléphonique démodée. Il observe un écran, il observe Julian. Il y en a d'autres agents de l'État, invisibles, qui observent et qui écoutent.

Les caméras sont partout dans la salle 101. Pour les éviter, Julian nous manœuvre tous les deux dans un coin, côte à côte, à plat contre le mur. C'est ainsi que échangeons les dernières nouvelles : en chuchotant et en changeant des écrits sur un bloc-notes qu'il protège des caméras. Parfois, nous rions.

J'ai un créneau horaire désigné. A son expiration, la porte de la chambre 101 s'ouvre et le garde dit : « Le temps est écoulé ! » Le soir du Nouvel An, on m'a accordé 30 minutes de plus et l'homme dans la cabine téléphonique m'a souhaité une bonne année, mais pas à Julian.

Bien sûr, la salle 101 est la salle du roman prophétique de George Orwell, 1984, où la police de la pensée observe et tourmente ses prisonniers, et pire encore, jusqu'à ce qu'ils perdent leur humanité et leurs principes et obéissent à Big Brother.

Julian Assange n'obéira jamais à Big Brother. Sa capacité de résistance et son courage sont étonnants, même si sa santé physique peine à suivre.

Julian est un Australien remarquable, qui a changé la façon dont beaucoup de gens perçoivent l'hypocrisie des gouvernements. Et pour cela, il est devenu un réfugié politique soumis à ce que les Nations Unies appellent une « détention arbitraire ».

L'ONU dit qu'il a le droit à un libre passage vers la liberté, mais cela lui est refusé. Il a droit à un traitement médical sans crainte d'être arrêté, mais cela lui est refusé. Il a droit à une indemnisation, mais cela lui est refusée.

En tant que fondateur et rédacteur en chef de WikiLeaks, son crime a été de jeter une lumière sur cette période sombre. WikiLeaks a un bilan impeccable en termes de précision et de véracité, qu'aucun journal, aucune chaîne de télévision, aucune station de radio, aucune BBC, aucun New York Times, aucun Washington Post, aucun Guardian ne peut égaler. De fait, ils en sont humiliés.

Cela explique pourquoi il est puni.

Par exemple :

La semaine dernière, la Cour internationale de Justice a statué que le gouvernement britannique n'avait aucun pouvoir légal sur les habitants des îles Chagos qui, dans les années 1960 et 1970, ont été expulsés en secret de leur terre natale sur Diego Garcia dans l'océan Indien et envoyés en exil vers la misère. D'innombrables enfants sont morts, beaucoup d'entre eux de tristesse. Ce fut un crime épique que peu de gens connaissent.

Depuis près de 50 ans, les Britanniques refusent aux insulaires le droit de retourner dans leur pays d'origine, qu'ils avaient donné aux Américains pour y installer une base militaire importante.

En 2009, le ministère britannique des Affaires étrangères a concocté une « réserve marine » autour de l'archipel des Chagos.

Cette émouvante préoccupation pour l'environnement fut révélée comme une supercherie lorsque WikiLeaks a publié un câble secret du gouvernement britannique rassurant les Américains que « les anciens habitants auraient du mal, voire impossible, à faire valoir leur demande de réinstallation sur les îles si l'archipel des Chagos était une réserve marine ».

La vérité du complot a clairement influencé la décision capitale de la Cour internationale de Justice.

WikiLeaks a également révélé comment les États-Unis espionnent leurs alliés, comment la CIA peut vous surveiller sur votre iPhone, comment la candidate à la présidence Hillary Clinton a empoché d'énormes sommes d'argent de Wall Street pour des discours secrets qui ont rassuré les banquiers que si elle était élue, elle serait leur amie.

En 2016, WikiLeaks a révélé un lien direct entre Clinton et le jihad organisé au Moyen-Orient : en d'autres termes, les terroristes. Un courriel révélait que lorsque Mme Clinton était secrétaire d'État américaine, elle savait que l'Arabie saoudite et le Qatar finançaient l'État islamique, mais elle a accepté des dons énormes des deux gouvernements pour sa fondation.

Elle a ensuite approuvé la plus importante vente d'armes au monde jamais réalisée à ses bienfaiteurs saoudiens : des armes qui sont actuellement utilisées contre les populations du Yémen.

Cela explique pourquoi il est puni.

WikiLeaks a également publié plus de 800 000 documents secrets en provenance de Russie, y compris du Kremlin, qui en disent plus sur les machinations du pouvoir dans ce pays que l'hystérie fallacieuse de la pantomime du Russiagate à Washington.

Voilà qui est du vrai journalisme - un journalisme d'un genre désormais considéré comme exotique : l'antithèse du « journalisme de Vichy », qui parle au nom de l'ennemi du peuple et prend son sobriquet du gouvernement de Vichy qui a occupé la France au nom des nazis.

Le journalisme de Vichy est une censure par omission, comme le scandale indescriptible de la collusion entre les gouvernements australiens et les États-Unis pour nier à Julian Assange ses droits en tant que citoyen australien et pour le faire taire.

En 2010, le Premier ministre Julia Gillard est allée jusqu'à ordonner à la police fédérale australienne d'enquêter, et avec l'espoir, de poursuivre Assange et WikiLeaks - jusqu'à ce que l'AFP l'informe qu'aucun crime n'avait été commis.

Le week-end dernier, le Sydney Morning Herald a publié un somptueux supplément dans lequel il faisait la promotion d'une célébration de « Me Too » à l'Opéra de Sydney le 10 mars. Parmi les principaux participants, mentionnons la ministre des Affaires étrangères récemment à la retraite, Julie Bishop.

Bishop est apparue récemment dans les médias locaux, louangée comme une perte pour la classe politique : une « icône », a dit quelqu'un, faites pour être admirée.

L'accession à la célébrité féministe d'une personne aussi politiquement primitive que Bishop en dit long sur combien la soi-disant politique identitaire a subverti une vérité essentielle et objective : que ce qui compte, avant tout, ce n'est pas votre sexe mais la classe sociale que vous servez.

Avant de se lancer en politique, Julie Bishop était avocate au service du célèbre patron des mines d'amiante, James Hardie, qui s'est battu en justice contre des hommes et de leurs familles qui mouraient horriblement d'anthraxose.

L'avocat Peter Gordon se souvient de Bishop qui « demandait de manière rhétorique au tribunal pourquoi les travailleurs devraient avoir le droit de faire la queue au tribunal simplement parce qu'ils étaient mourants » .

Bishop dit qu'elle a « agi selon les instructions... avec professionnalisme et éthique ».

Peut-être ne faisait-elle qu' « agir selon les instructions » lorsqu'elle s'est rendue à Londres et à Washington l'année dernière avec son chef de cabinet ministériel, qui avait indiqué que le ministre australien des Affaires étrangères soulèverait la question de Julian et commencerait le processus diplomatique pour le ramener chez lui.

Le père de Julian avait écrit une lettre émouvante au premier ministre de l'époque, Malcolm Turnbull, demandant au gouvernement d'intervenir diplomatiquement pour faire libérer son fils. Il a dit à Turnbull qu'il craignait que Julian ne quitte pas l'ambassade vivant.

Julie Bishop a eu toutes les occasions au Royaume-Uni et aux États-Unis de présenter une solution diplomatique qui ramènerait Julian chez lui. Mais il fallait pour cela le courage d'une personne fière de représenter un État souverain et indépendant, et non un vassal.

Au lieu de cela, elle n'a pas tenté de contredire le ministre britannique des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, lorsqu'il a déclaré de manière scandaleuse que Julian « faisait face à de graves accusations ». Quelles accusations ? Il n'y en avait aucune.

La ministre australienne des Affaires étrangères a abandonné son devoir de prendre la défense d'un citoyen australien, accusé sans rien, coupable de rien.

Est-ce que les féministes qui aduleront cette fausse icône à l'Opéra dimanche prochain se souviendront de sa collusion avec les forces étrangères pour punir un journaliste australien, dont le travail a révélé que le militarisme rapace a détruit la vie de millions de femmes ordinaires dans de nombreux pays ? Rien qu'en Irak, l'invasion américaine, à laquelle l'Australie a participé, a laissé 700.000 veuves.

Alors, que peut-on faire ? Un gouvernement australien qui était prêt à agir en réponse à une campagne publique pour sauver le footballeur réfugié, Hakeem al-Araibi, de la torture et de la persécution à Bahreïn, est capable de ramener Julian Assange chez lui.

Pourtant, le refus du ministère des Affaires étrangères à Canberra d'honorer la déclaration des Nations Unies selon laquelle Julian est victime d'une « détention arbitraire » et qu'il a un droit fondamental à la liberté, est une violation honteuse de l'esprit du droit international.

Pourquoi le gouvernement australien n'a-t-il pas sérieusement tenté de libérer Assange ? Pourquoi Julie Bishop s'est-elle pliée aux souhaits de deux puissances étrangères ? Pourquoi cette démocratie a-t-elle été pervertie par des relations serviles et une intégration à une puissance étrangère sans foi ni loi ?

La persécution de Julian Assange est une opération de conquête lancée contre notre indépendance, notre dignité, notre intelligence, notre compassion, notre politique, notre culture.

Alors arrêtez de vous défiler. Organisez-vous. Occupez. Insistez. Persistez. Faites du bruit. Passez à l'action directe. Soyez courageux. Soyez fermes. Défiez la police de la pensée. La guerre n'est pas la paix, la liberté n'est pas l'esclavage, l'ignorance n'est pas la force. Si Julian peut tenir tête à Big Brother, alors vous aussi. Nous aussi.

Article original en anglais : [The prisoner says no to Big Brother](#), johnpilger.com, le 4 mars 2019

Traduction « par VD pour [le Grand Soir](#)

Suivez John Pilger sur twitter [@johnpilger](#)

La source originale de cet article est [johnpilger.com](#)
Copyright © [John Pilger](#), [johnpilger.com](#), 2019

Articles Par : [John Pilger](#)

A propos :

John Pilger is an award-winning journalist and filmmaker whose articles and documentaries have been published worldwide. For more information on John Pilger, visit his website at [www.johnpilger.com](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca